

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani – Montesoro
20600 BASTIA

Bastia, le 10/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF Production Electrique Insulaire SAS

Tour EDF
20 Place de la Défense - Paris La défense
92050 NANTERRE

installation inspectée : site de LUCCIANA (Haute-Corse)

Références : SRNT_SG_2022-262

Code AIOT : 0007300368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement EDF Production Electrique Insulaire SAS implanté Lieu dit Casamozza 20290 LUCCIANA. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 12 décembre 2022 a pour but de répondre à l'action nationale 2022 portant sur les opérations de sous-traitance dans les établissements SEVESO. L'objectif est de vérifier les exigences réglementaires pour les thèmes suivants:

- Formation/sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- Maîtrise des procédures d'exploitation,
- Maîtrise des procédures d'urgence.

L'inspection du 12 décembre 2022 a aussi porté sur l'atelier de charge des batteries ainsi que sur la version de décembre 2020 du POI du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Production Electrique Insulaire SAS
- Lieu dit Casamozza 20290 LUCCIANA
- Code AIOT : 0007300368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF PEI exploite une centrale électrique comportant 7 moteurs thermiques fonctionnant au fioul domestique. L'installation est classée SEVESO seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sous-traitance au sein des installations SEVESO
- POI
- Local de charge des batteries

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Local de charge des batteries	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4, 2.6 et 4.9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	POI	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.6.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
3	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués ont révélé une bonne maîtrise de la prévention envers les entreprises extérieures. Toutefois une amélioration est à apporter pour tracer les formations délivrées aux entreprises extérieures.

Concernant le POI des corrections mineures sont à intégrer.

Pour le local de charge des batteries, l'exploitant justifiera des dispositions prises pour répondre à la disposition concernant l'arrêt automatique de la charge lors d'un déclenchement de la détection hydrogène.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations. Cette liste se retrouve à travers les PDP (Plan De Prévention) établis pour toutes interventions par des entreprises extérieures sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de procédures pour les installations/équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traitées. Ces procédures définissent les consignes à respecter par les sous-traitants. Ces procédures sont diffusées aux entreprises extérieures à travers le plan de prévention. Ce plan de prévention est accompagné d'un document d'accès aux ouvrages. En cas de permis de feu, il est prévu la surveillance du chantier durant deux heures après la cessation de travail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Les personnels sous-traitants sont informés de la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident : la seule conduite à tenir est l'évacuation du site. Hors période ouvrable, le site est surveillé par un gardien. En cas d'incident, le gardien doit prévenir l'astreinte EDF comme le prévoit le POI. Le gardien ne participe pas au secours, son rôle consiste à une surveillance du site et au recensement des personnes présentes sur place au travers du registre des entrées-sorties du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Pour assurer le respect de cette disposition, la procédure d'accueil-sécurité mise en place par EDF consiste un power-point de 50 minutes sur les bonnes pratiques sur le site, et sur la conduite à tenir en cas d'alarme, puis de contrôler les connaissances acquises à l'aide d'un questionnaire, ainsi que la présentation du règlement de site, et un « brief » avant intervention. La traçabilité de la formation dispensée aux salariés des entreprises extérieures nécessite d'être améliorée afin de pouvoir attester de la bonne diffusion des informations "sécurité" nécessaires à leurs activités sur site ainsi que leur bonne compréhension.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Local de charge des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, articles 2.4, 2.6 et 4.9 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, risque hydrogène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.4 - Point 2.4.1. : Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures- couverture incombustible,- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) . Article 2.4 - Point 2.4.2. : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation Article 2.6 : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas évoqués à l'article 1.0 : *Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries : $Q = 0,05 \, n \, I$ *Pour les batteries dites à recombinaison : $Q = 0,0025 \, n \, I$ où Q = débit minimal de ventilation, en m ³ /h n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément I = courant d'électrolyse, en A Article 4.9 : Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : Article 2.4 - Point 2.4.1 : Les locaux respectent les dispositions relatives au comportement au feu des bâtiments. Il s'agit d'un local unique. Des dispositifs d'évacuation des fumées sont présents en partie haute. Article 2.6 : L'exploitant indique que le débit d'extraction est égal à 850m ³ /h. Il justifiera ce débit au regard de la formule de l'article 2.6 de l'annexe I et de la caractéristique des batteries définies à l'article 1/0.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000.

Article 4.9 :

Le local est équipé d'un détecteur hydrogène. En cas de dépassement du seuil de déclenchement, une alarme est reportée dans la salle de commande de l'usine où du personnel est présent en permanence (24h/24 et 7j/7). L'opérateur présent dans la salle de commande arrête alors l'opération de charge des batteries. Cette disposition ne correspond pas strictement à la disposition réglementaire qui prévoit une interruption automatique de l'opération de charge en cas de déclenchement du détecteur hydrogène.

L'exploitant précisera :

- le seuil de concentration retenu par le détecteur hydrogène.
- les justifications techniques et organisationnelles mises en place pour répondre au point 4.9 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 (Arrêt automatique de la charge des batteries en cas de déclenchement du détecteur hydrogène)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, plan de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers au plus tard avant la mise en service des installations.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI. Les entreprises voisines sont alertées par l'exploitant lors de la mise en œuvre du POI. Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI. Cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, • la formation du personnel intervenant, • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers, • la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'inspection du 12 décembre 2022 a porté sur un examen par sondage de différentes parties du POI (version E de décembre 2020).</p> <p>1) Examen du scénario n°1 (incendie réservoir Fod) et scénario n°23 (incendie flaque arrivée du pipe) et spécifiquement examen du container PAF (identification des vannes manuelles).</p> <p>Toutes les vannes manuelles sont bien identifiées et correspondent à la fiche POI. Une amélioration d'identification pourra être apportée pour la vanne de la chambre à mousse (panneau placé juste au dessus de la vanne comme pour les 6 autres vannes qui ont un panneau juste au dessus).</p> <p>L'extrait du POI présent dans le container PAF date de 2018, la nouvelle version de décembre 2020 doit être présente.</p> <p>2) Points 4.3 à 4.5 du POI</p> <p>La liste des détecteurs est décrite. Des détecteurs gaz sont indiqués mais non présents. La liste nécessite une mise à jour.</p> <p>3) Point 4.10 du POI</p> <p>Les points d'eau (poteau-incendie) sont listés avec la date de leur vérification initiale. Les dates des vérifications périodiques ne sont pas reportées dans cette liste.</p> <p>L'exploitant indique toutefois que des vérifications sont faites annuellement avec ses propres moyens (vérification du débit et de la pression).</p> <p>L'exploitant adressera les résultats des vérifications pour l'année 2022.</p>

4) Point 4.13

Une aide mutuelle en émulseur peut être fournie par EDF SEI. Le n° d'appel de l'astreinte EDF SEI a été testé. L'essai est jugé concluant par l'inspection.

5) Points 4.26 et 4.27

La présence du canon à mousse a été vérifiée.

S'agissant du matériel listé au point 4.27 (matériel minimal pour le POI), l'exploitant n'a pas pu fournir un justificatif du recensement de ces moyens.

Ce recensement fera l'objet d'une transmission à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois